

LA GRANDE INTERVIEW DE NOTRE PREMIER MINISTRE

« Non à un pour

Charles Michel recale l'idée de la N-VA et remet les pendules à l'heure

sous-statut les réfugiés »

Le dossier des migrants s'est imposé en priorité absolue de cette fin d'été. Pour sa rentrée politique qu'il a choisi de faire dans Sudpresse, le Premier ministre Charles Michel le baille. Et remet sèchement les pendules à l'heure.

Non, la Belgique n'est pas envahie. Non, il n'est pas utile d'envisager un sous-statut pour les réfugiés comme le réclame la N-VA, pas plus qu'une obligation de service à la collectivité. Par contre, les réfugiés ont le devoir d'apprendre une de nos langues, estime le Wavrien. Et oui, les moyens budgétaires et humains consacrés à ce dossier vont devoir être accrus, prévient-il.

> Qu'avez-vous ressenti face à cette photo d'un petit garçon de trois ans, mort sur une plage ?

Une gifle. Un électrochoc. Depuis août, on suit la situation jour après jour avec Theo Francken. On a augmenté les places,

mobilisé les partenaires de l'accueil. On va devoir dans les prochains mois – probablement très rapidement – prendre des mesures complémentaires, avec fermeté et humanité.

> Des centaines de réfugiés qui ont attendu jour après jour dans la rue qu'on examine leurs dossiers, c'est humain, ça ?

Non, ce n'était pas satisfaisant. Raison pour laquelle le Conseil des ministres a pris de nouvelles mesures, ce vendredi. On est dans une situation exceptionnelle, à laquelle nous nous adaptons. Nous avons aussi le devoir de traiter convenablement chaque dossier qui arrive. Pas question de les jouer à pile ou face.

> Plusieurs N-VA – De Wever, Francken, Jambon – demandent un statut social avec moins de droits pour les réfugiés. Êtes-vous d'accord ?

Non. On peut prendre beaucoup de décisions pour être plus efficace. Il y a déjà aujourd'hui un statut différent en matière de droits et de devoirs entre un candidat réfugié

et un réfugié reconnu. Comme d'ailleurs entre ces derniers et des citoyens belges qui ont contribué depuis longtemps à la Sécu. Cela ne me semble donc pas le sujet le plus important du moment.

« L'APPRENTISSAGE D'UNE DE NOS LANGUES EST UN DEVOIR »

> Quel est-il alors ?

C'est de voir comment ceux qui sont dans les conditions pour être accueillis peuvent être convenablement intégrés. Pour cela, l'apprentissage d'une des trois langues nationales est un devoir élémentaire. La meilleure façon de s'intégrer est d'accéder au travail, pour s'épanouir et s'inscrire dans nos valeurs et nos principes démocratiques. Plus que jamais la question du parcours d'intégration obligatoire est urgente.

> Mais elle dépend des Régions...

Oui. Je leur en parlerai la semaine prochaine au comité de concertation, en espérant un dialogue de qualité au-delà des petits jeux politiques. Cela mérite un débat sérieux et responsable.

> Mais donc vous dites à Theo Francken que ce n'est pas la peine qu'il travaille à son projet de sous-statut pour les réfugiés...

Toute décision appartient au Conseil des ministres. Et je soutiens pleinement son travail: il est très mobilisé, nous avons une concertation optimale. Il est normal que les partis se posent des questions et formulent des idées. Mais moi je suis le gardien des décisions prises par les quatre partis ensemble.

> Et s'il veut quand même en débattre ?

Ah mais on pourra le faire. Mais c'est une erreur de se focaliser là-dessus, il y a beaucoup d'autres mesures qui peuvent avoir un effet plus immédiat. Et je le répète: des différences de statut existent déjà. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CH. C.

POUR RÉSOUDRE LA CRISE

« Des centres de l'autre côté de la Méditerranée »

> D'autres voix – un bourgmestre N-VA mais aussi le VLD Patrick Dewael – demandent un service à la collectivité en échange de l'aide aux réfugiés. Est-ce une bonne idée?

Je suis convaincu que beaucoup ont envie de s'insérer, de travailler, de reprendre leur vie en main. Ne voyons pas cela de façon négative. Moi, je veux davantage raisonner en termes d'encouragement que de punition.

> La Tchéquie qui tatoue les réfugiés sur leurs bras pour les identifier, comme on le faisait sous le régime nazi, ça vous choque?

Oui ça me choque. Et on ne le fera évidemment pas en Belgique. Des moyens technologiques peuvent et doivent par contre être davantage utilisés pour vérifier l'identité des personnes.

> L'Europe en fait-elle assez ?

Non. Et on arrive à une épreuve de vérité. Soyons clairs: il n'est pas acceptable que quelques pays européens qui bénéficient largement de la solidarité européenne pour financer leur développement refusent de faire preuve de l'élémentaire solidarité pour aider à gérer cette crise de l'asile.

> Quels pays visez-vous ?

Ceux qui ont rejoint récemment l'Europe. Je veux leur rappeler que la solidarité ne peut pas être à sens

unique! Qu'ils prennent exemple sur la Belgique, sur la France, l'Allemagne, les pays nordiques...

> Des centres de tri aux portes de l'Europe, est-ce envisageable ?

Des antennes consulaires, des centres de l'autre côté de la Méditerranée ou sur le sol européen pour examiner les dossiers puis envisager un transport en sécurité pour ceux qui sont dans les conditions, ce serait une bonne chose. C'est un des points que je vais mettre à l'agenda du prochain sommet européen à la mi-octobre. ■

UN ACCUEIL PLUS DIGNE POUR LES DEMANDEURS D'ASILE ET...

Plus de fermeté avec les candidats réfugiés déboutés

Les choses changent vite «sur le front» des demandeurs d'asile. À peine 24h après nous avoir donné cette interview, le Premier ministre annonçait de nouvelles mesures visant à apporter une réponse «humaine, digne et ferme» à l'afflux de candidats réfugiés devant l'Office des Etrangers, à Bruxelles.

chaque année). Le secrétaire d'Etat à l'Asile, Theo Francken, espère hausser leur capacité d'accueil de 450 à 1.610 places, ce qu'elle était il y a quelques années. 97 équivalents temps plein seront recrutés à l'Office des Etrangers en vue de s'assurer du «retour effectif» de ces gens. ■

D.SW.

250 PAR JOUR

Ferme, parce que la capacité d'accueil de l'Office reste fixée à 250 personnes par jour. Humaine, car le gouvernement a décidé d'ouvrir un bâtiment occupé par des fonctionnaires aux demandeurs d'asile: 500 d'entre eux, «mis en attente», pourront y dormir, cela vaut mieux qu'une nuit à la belle étoile!

La majorité a décidé, parallèlement, de hausser le nombre de places dans les centres fermés, en vue du rapatriement des demandeurs d'asile déboutés (40%

CRAINTE DE LA MONTÉE DU RACISME

« On va devoir augmenter les moyens »

> **Vous craignez la montée du racisme à cause de ce dossier?**

Oui, je suis inquiet. Je vois des propos totalement écoeurants sur les réseaux sociaux. Je n'ai pas de tabous: on doit pouvoir en débattre. Mais de façon raisonnable. Pas en semant la haine.

> **Que dites-vous à ces personnes qui parlent d'invasion de migrants?**

Que ce n'est pas une invasion. C'est un exode. Et que l'origine de ces flux migratoires très importants, c'est la guerre, hein! Des conflits! Des drames! Ils fuient la mort! Des tortures! Des comportements inhumains! Mais le problème ne s'arrêtera aussi que si on arrive à résoudre politiquement le problème qui se pose en Lybie, en Syrie ou en Irak. On doit sécuriser les zones de conflit. En atten-

dant, je lance un appel au respect.

> **Y compris au sein du MR, où deux membres ont dérapé cette semaine?**

Adressez-vous au président du MR.

> **Vous n'avez pas d'avis?**

Toute démarche qui incite au racisme est intolérable. Pour les cas particuliers, voyez le président du parti.

> **Ce dossier, c'est devenu la priorité budgétaire, avec des moyens à dégager malgré les difficultés du moment?**

On va devoir augmenter les moyens ces prochains mois pour accueillir ceux qui sont dans les conditions. Mais les budgets restent très modestes. Fedasil, c'est 300 millions d'euros sur un budget total de l'Etat de 170 milliards! ■

« Un ticket nominatif pour certains transports »

> La Belgique est-elle condamnée à vivre avec la peur d'un nouvel attentat du type Thalys ?

Je veux dire la vérité aux gens: le risque nul n'existe pas, et on a eu beaucoup de chance. Il avait 270 munitions et il y avait 500 passagers. Il voulait manifestement remonter les wagons pour faire un carnage. Cela démontre qu'il faut travailler beaucoup plus pour renforcer la sécurité. On n'aura pas toujours cette chance! Il est probable que d'autres attentats se produisent en Europe, peut-être même en Belgique.

> Quelle doit être la première priorité ?

De renforcer les services de renseignement, comme nous l'avons déjà fait après Verviers: moyens matériels, humains, et possibilités légales de travail.

> Cela n'a pas empêché le Thalys...

Non, et c'est pour ça qu'on doit continuer. En Europe, beaucoup de personnes ont des sympathies pour les thèses haineuses de Daech et on assiste à des radicalisations parfois rapides, en quelques mois. On doit être beaucoup plus fermes en matière de libre circulation.

> Revoir les accords de Schengen ?

La mise en œuvre de leurs modalités. La libre circulation, cela ne veut pas dire avec 300 cartouches et un Kalachnikov dans son sac à dos! Il faut plus de coopération entre Etats, échanger nos informations pour intensifier les contrôles ciblés des bagages et des identités sur ceux qui sont suspectés d'appartenir à des mouvements extrémistes.

> C'est contraire à l'esprit de Schengen, ça, non ?

Non. Schengen c'est la libre circulation à l'intérieur de l'Europe,

en contrepartie d'un contrôle très strict à ses frontières extérieures. Si ce dernier est insuffisant, il faut voir comment renforcer les contrôles à l'intérieur.

> En clair : plus de contrôle dans les trains et les avions ?

Oui, il faut notamment mieux contrôler les identités des passagers. On va le faire en Belgique. C'est indispensable. On va aussi faciliter le gel des avoirs des terroristes et mieux combattre le trafic d'armes. Des armes démilitarisées venant de l'Est inondent le marché noir.

> Concrètement ?

Il sera possible demain de pro-

céder chez nous à des écoutes téléphoniques, à des écoutes sur Internet ou dans des véhicules dans ce cadre.

> Va-t-on vers des contrôles systématiques dans les avions et les trains ?

Ils ne sont pas possibles. Mais on va voir avec les opérateurs ferroviaires européens comment faire des contrôles plus poussés sur des lignes internationales sensibles. Je suis favorable au ticket nominatif pour certains transports. Il faciliterait les contrôles et la surveillance des déplacements de suspects.

> Comment, dans les faits ?

Quand vous prenez un avion

pour aller aux Etats-Unis, votre identité est screenée par les autorités. Si vous êtes suspect, vous ne monterez pas dans l'avion. Si vous allez à Nice, à Rome ou à Berlin, on ne screene que vos bagages, pas votre identité. Pourquoi ?

> C'est vers ça qu'il faut aller ?

Oui, il faut permettre aux services de renseignement de vérifier le pedigree des passagers. Cela ne résoudra pas tout: certains opéreront alors pour la voiture. Mais on aura mis des bâtons dans les roues de ceux qui ont de mauvaises intentions. ■

« Les 100 euros net, ce sera progressif »

L'attentat du Thalys puis le flux de migrants vers l'Europe ont mis les thèmes socio-économiques à l'arrière-plan. Charles Michel le réfute :

« Ce sont nos trois priorités de rentrée, le socio-économique n'est pas du tout relégué à l'arrière-plan! Créer des emplois est la meilleure garantie pour financer nos pensions et nos soins de santé ! C'est en ça que nous avons un gouvernement authentiquement social! Nos mesures visent à augmenter le salaire net principalement des bas et moyens revenus, tout en faisant en sorte de baisser le coût pour l'entreprise du salaire brut. Le tax shift de juillet accentue cela. »

> Sauf que plusieurs de ses mesures sont encore très vagues...
On a arrêté les enveloppes

budgetaires et les orientations. Début octobre, les modalités précises seront soumises au Parlement.

« UN BAS SALAIRE, SI VOUS SAVEZ CE QUE C'EST ! »

> Mais les fameux 100 euros nets mensuels promis sont flous : est-ce 100 euros en plus en janvier, ou cela intègre-t-il des décisions antérieures ?

Ce n'est pas flou du tout ! Pardonnez-moi mais c'est insensé de dire ça ! Des décisions antérieures sont bien entendues déjà incluses, comme ce qui a été décidé en matière de frais professionnels for-

faitaires. Et il y aura une entrée en vigueur progressive pour atteindre l'objectif des 100 euros.

> Ah bon, ce ne sera pas 100 euros dès janvier ?

Mais non, personne ne l'a jamais dit ! Dès janvier, et d'abord pour les plus bas salaires, il y aura un gain net significatif. Les montants exacts seront définis début octobre.

> À quelle échéance alors ces 100 euros si ce ne sera pas dès janvier ?

Pour les bas salaires, ce sera très rapide. Courant 2016, il y aura des effets significatifs de ces 100 euros.

> Et c'est quoi un bas salaire ? Ça s'arrête à combien ?

Vous connaissez les chiffres

comme moi. Vous savez ce qu'est un bas salaire et un salaire médian.

> Euh, non...

Mais si, vous le savez. Début octobre, je dirai quel gain aura quel type de salaire et à quel moment. N'espérez pas que je sois plus complet avant.

> Le PS a refait les calculs sur le tax shift et dit que presque tout le monde va y perdre...

C'est une désinformation totale ! Nous libérons plus de 4 milliards d'euros pour le pouvoir d'achat et nous prélevons autour de 2 milliards d'euros. Il y a un gain net de 2,1 milliards d'euros. Les tableaux du PS sont totalement farfelus ! Nos tableaux donneront tout le loisir à tous les experts du monde de le vérifier ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CH. C.

AUSTÉRITÉ

« Le bout du tunnel dans 2 ou 3 ans »

> Saut d'index, pension retardée, hausses d'accises... Vous comprenez que les gens puissent en souffrir ?

Je comprends l'inquiétude. Et je sais qu'il y a de la souffrance, y compris pour les gens qui travaillent et ne sont ni très pauvres ni très riches. Nos mesures visent à recréer des emplois. Plus il y en aura, moins les gens seront taxés et plus ils pourront consommer...

> Pour quand voyez-vous la sortie du tunnel de l'austérité ?

La situation s'améliore. En un an, 46.000 emplois supplémentaires ont été créés. J'ai bon espoir que dans les deux-trois ans, on puisse récolter les fruits des décisions que l'on prend pour la population. Ces fruits de la croissance seront redistribués principalement vers ceux qui travaillent avec des bas et moyens salaires et principalement vers ceux qui vivent dans la pauvreté.

> Vous leur dites donc : courage, l'embellie arrive ?...

Oui et d'être réalistes. Nous n'avons pas, comme en Espagne, au Portugal ou en Grèce, réduit les salaires ou licencié des fonctionnaires. On a pris des décisions historiques pour des charges moins lourdes. On est le premier gouvernement qui va réussir à résorber – sans doute en deux ou trois ans – à supprimer notre handicap salarial par rapport aux pays voisins ! C'est un message fondamental pour les investisseurs ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CH. C.

VIE PRIVÉE CHAMBOULÉE

« Le spectacle de danse de mon fils »

> Vous allez bientôt célébrer votre première année au 16 rue de la Loi. Sur le plan personnel, qu'en reprenez-vous ?

Une très grande conscience de l'importance de ma tâche pour 11 millions de citoyens. J'ai le sens du devoir. Je me suis beaucoup impliqué pour faire réussir ce gouvernement, parce qu'il va améliorer la vie des citoyens. Cela a parfois été dur. J'ai subi des attaques violentes. Des injures. Heureusement, ma capacité de résister est intacte. Et je me sens finalement renforcé par tout ça.

> Vous avez encore le temps de vivre sur le côté ?

Ce n'est pas simple. J'essaye de m'organiser pour avoir des moments de respiration avec ma famille, ma compagne, mon fils...

> Vous parvenez encore à le voir ?

J'y tiens évidemment. Je passe le plus possible de temps avec lui, même si c'est complexe. Je dois lui expliquer qu'il a un papa qui a des agendas imprévisibles.

> Et il le comprend ?

Oui, il le comprend. Et puis je veille à ce que les moments

que je passe avec lui soient de qualité. Ça me tient à cœur. J'essaie d'être là pour les moments importants. Il est passionné de danse. J'ai mis un point d'honneur à être là à son spectacle, voici quelques semaines. C'était un beau moment.

> Vous lui faites un peu revivre ce que vous avez vécu avec votre propre père, non ?

Chaque situation est différente. Mais je mesure bien que ces difficultés d'être disponible autant qu'on le souhaiterait pour ses enfants n'existe pas qu'en politique.■

PROPOS RECUEILLIS PAR CH. C.